

Le CA de Godomey à propos de la construction du marché de l'arrondissement

« Nous recherchons des partenaires pour nous aider »

Monsieur Germain CADJA DODO est le chef d'arrondissement de Godomey. Nous l'avons rencontré en tant que premier responsable de la localité pour en savoir plus sur ce qui retarde le démarrage des travaux de construction du marché de l'arrondissement. Le chef de l'arrondissement a profité de l'entretien pour évoquer avec nous les autres questions liées au développement de Godomey.

Le Progrès : Pouvez-vous nous expliquer ce qui retarde les travaux de construction du marché ?

Je crois qu'a ce sujet, il y a une correction à faire. Les fonds ne sont pas débloqués pour la construction du marché. Des fonds sont plutôt alloués à l'étude du marché. Je crois qu'il y a eu un plan qui est fait. Il y a des travaux qui sont exécutés tels que la mise au propre du site et le nettoyage des lieux, c'est ce qui est fait jusque-là.

Les travaux vont commencer concrètement à quel moment ?

On ne peut pas le dire. C'est une affaire de financement. Quand vous n'avez pas de l'argent, vous ne démarrez pas les travaux. On n'attend que le financement. Il faut vraiment trouver des partenaires qui vont nous aider à construire le marché. Si nous allons attendre le PIP qui ne vient pas, ou compter sur la mairie d'Abomey-Calavi, je crois que ça ne peut pas se faire maintenant. Je pense que d'ici à là cela va se régler. Le problème qui se pose aujourd'hui c'est l'occupation du site réservé au marché par les usagers avant la construction proprement dite.

Monsieur Casimir OSSE

Marche contre la cherté de la vie

Le ministre Zul Kifl plante les consommateurs (Ils en ont pris acte et promettent d'aller à la présidence)

Hier, la coalition contre la cherté de la vie a organisé une marche, de la place de l'Etoile rouge au ministère chargé de la planification et du développement. Mais le ministre Zul Kifl Salami n'était pas sur les lieux. Ceux-ci ont refusé alors de lire leur motion au directeur de cabinet, Rigobert Laourou.

Joël C. TOKPONOU
(Stagiaire)

Les centrales syndicales (CSTB, CGTB, CSA, COSI, UNSTB), les associations de la société civile, les marchés, les fidèles des églises et la ligue pour la défense des consommateurs ont tenu une marche de la place de l'Etoile rouge au ministère chargé de la planification et du développement. C'était hier, mercredi 26 octobre. Réunis au sein de « la coalition contre la cherté de la vie », ces différentes organisations ont drainé des centaines de femmes et d'hommes qui, par des cris, slogans, chants et danses, ont manifesté leur indignation face à la cherté de la vie. Des produits pétroliers au gari en passant par l'eau, l'électricité, les télécommunications, le pain, le maïs, tout est cher ; il faut une

diminution des prix de ces produits et services, ce qui passe par une défiscalisation de certains d'entre eux. Ainsi peut-on résumer leurs revendications. Sous le soleil et la chaleur, ils parvinrent à leur destination et furent accueillis par le directeur de cabinet, Laourou Rigobert qui leur expliqua que le ministre est au conseil des ministres. Chose que les manifestants ont réfutée, assiégeant les lieux pendant plus de deux heures. A tour de rôle, Pascal Todjinou, Guillaume Attigbé, Martin Assogba, Huguette Akplogan et Laetitia Assogba (représentante des femmes des marchés), ont été invitées par Romain Houéhou, organisateur de la marche, à galvaniser la foule par des messages divers et exiger la descente du ministre Zul Kifl du conseil. Ils le firent en vain. C'est

serait en train de réclamer le domaine pour sa grand-mère. Quelle est la vérité des faits ? Oui, c'est effectif. Au moment où on s'échine pour mettre à l'aise nos femmes, il y a quelqu'un qui s'est levé un matin pour dire que le site appartient à sa grand-mère. Cela a étonné plus d'un. Car ceux qui sont plus jeunes que nous connaissent la genèse de ce site. Ce domaine était pour la commune, aujourd'hui c'est pour l'arrondissement de Godomey. Vous savez que quand un domaine est au bord des pavés cela coûte des millions. C'est ainsi qu'un matin, il a écrit partout pour dire que c'est pour sa grand-mère, nous intimant l'ordre de cesser les travaux de nettoyage et d'installation; histoire de créer une confusion autour de cette terre. Alors que le domaine incriminé est public par essence et cela ne date pas d'aujourd'hui. Depuis lors, c'est un domaine public exploité par plusieurs chefs à partir de KPOSSOU lui-même qui a exploité le domaine et qui l'a laissé à celui qui lui a succédé. Ce n'est pas pour lui. Par la suite, il y a successivement ATROKPO, NOBIME GBOCOSSIEN, NOBIME Hounpkonou, CADJA DODO Alphonse, et le dernier chef

village qui a géré le domaine sans prétendre établir son droit de propriété, c'est ALINTINSOU Ayininkpo. Je crois qu'il y avait eu des velléités avant, soulevées par HOUNLOMEY KPOSSOU, la fille de KPOSSOU qui a été déboutée. Cela est confirmé dans un certificat administratif de 1955. Dès lors, elle s'est rangée parce qu'elle ne comprenait pas. Il n'y a pas de problème à ce niveau. C'est des agitations. C'est une manière pour faire croire qu'il y a un litige en délaissant des sommations de cessation des travaux. Il veut créer un litige pour faire croire que c'est une expropriation. Tel n'est pas le cas.

En réalité, cette revendication ne pose pas de problèmes ?

En principe ça ne doit pas poser problème. C'est celui qui veut créer des problèmes autour de ça qui en fait. Allez demander des renseignements, et tout le monde vous dira que c'est un domaine public. Avant, quand vous êtes chef, on vous confie de palmeraie à exploiter pour votre survie. Mais la terre n'est pas pour vous. C'est les redevances que vous tirez de cette palmeraie qui vous appartiennent. Les gens profitent pour en faire leur

propriété privée. Cela n'appartient à personne. D'ailleurs, depuis 1957, le chef canton d'alors, NOBIME Célestin a fait don d'une partie du domaine à une confession religieuse, c'est-à-dire les protestants sans aucune contestation. Vous avez vu la position du terrain de sport par rapport au marché. Bientôt nous allons construire le commissariat qui est à coté. Même si des gens devraient réclamer la propriété du site, ce serait les descendants de YEBE. Le domaine en question est contigu de tout coté, au nord-Ouest, au nord-Est, à l'Est, par la propriété des YEBE.

Maldonne

Choisir un mercredi, soit le 26 octobre, pour se rendre au ministère et vouloir y trouver le ministre, c'est peu réaliste ; sa montre étant réglée à l'horloge du conseil des ministres. En cela, les organisateurs de la marche l'ont occulté. Cependant, le conseil des ministres étant le lieu par excellence de l'analyse des problèmes du peuple, solliciter la permission pour recevoir les doléances de ce peuple qui s'estime peu écouté, ce n'est pas encore le ciel qu'on demande au ministre, car il était bien au courant de cette marche.



Monsieur Germain CADJA DODO

de travailler. Quand je les appelle et ils ne réagissent pas, ils ne collaborent pas. Cela veut dire quoi, qu'ils renoncent d'assumer ce pourquoi ils sont élus. Pour ma part, je demande à ces conseillers d'enterrer la hache de guerre et de venir m'aider pour le bonheur de notre population.

Quels messages avez-vous à l'endroit des populations de Godomey ?

Je demande patience à la population de Godomey. Nous lançons des appels au secours tous les jours pour demander aux gens de nous aider. Parce qu'en fait, Godomey n'a pas de leader politique. Des gens viennent ici chercher leur électorat et disparaissent. Nous n'avons pas de chance, car dans le gouvernement, à l'Assemblée nationale, Godomey n'est pas représenté. Notre arrondissement n'est pas du tout défendu. Nous sommes un quartier phare de Calavi, la première ville après Cotonou. Mais nous sommes laissés pour compte. Je demande à la population de commencer à se prendre en charge en attendant. Nous ne pouvons pas toujours compter sur la mairie d'Abomey-Calavi. En cas d'inondation par exemple, si nous occupons des positions enclavées, nous devons nous prendre en charge d'abord avant d'éventuels secours de la mairie. Je leur demande patience. Ils ont raison. Quand on paie des impôts, le minimum que la mairie doit faire fait défaut, c'est dommage et regrettable. Il y a des problèmes au niveau de la mairie qu'il faut corriger. C'est très important. Nous allons y veiller.

Vous êtes le seul conseiller UBF parmi huit de la RB. Les populations soupçonnent que cette situation est à la base du retard qu'accuse le développement de l'arrondissement de Godomey. Qu'en dites vous ?

Ce que vous dites est très grave. C'est une manière d'ignorer ce qu'on appelle la politique. C'est plutôt de la mesquinerie politique. Après les élections, si quelqu'un gagne, tout le monde se range, s'ils sont réellement élus pour le développement de Godomey ; certains conseillers parce qu'ils ne sont pas chef d'arrondissement ne veulent pas collaborer, c'est grave. Ils ne travaillent pas pour la localité qui les a élus. Alors, le peuple est là pour les juger. Ce n'est pas parce que je suis d'une tendance et eux ils sont d'une autre, qu'on ne peut pas collaborer. Le développement de Godomey, c'est l'affaire de tout le monde. Ils devraient travailler pour le développement de l'arrondissement de Godomey, car on n'a pas besoin d'être chef d'arrondissement avant

Propos recueillis par
Patrice SOGLO